

Demande déposée le 11/08/2025 et complétée le 18/08/2025	
Par :	Monsieur SOTO STEPHAN
Demeurant à :	243 CHEMIN DES MAYONS 83560 ST JULIEN
Sur un terrain sis à :	243 CHE DES MAYONS 83560 SAINT-JULIEN 113 AZ 445
Nature des Travaux :	Piscine 24.5 m ²

N° DP 083 113 25 00046

Le Maire de la Ville de SAINT-JULIEN

VU la déclaration préalable présentée le 11/08/2025 par Monsieur SOTO STEPHAN ;

VU l'objet de la déclaration :

- pour Piscine enterrée 24.5 m² ;
- sur un terrain situé 243 CHE DES MAYONS ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2022 et exécutoire le 23 décembre 2022 ;

VU la carte d'aléa retrait-gonflement des argiles du département du Var ;

VU le Conseil d'Etat ref. CE, 1 / 6 SSR, 16 mars 2015 qui dispose que « *lorsqu'une construction a fait l'objet de transformations sans les autorisations d'urbanisme requises, il appartient au propriétaire qui envisage d'y faire de nouveaux travaux de déposer une déclaration ou de présenter une demande de permis portant sur l'ensemble des éléments de la construction qui ont eu ou auront pour effet de modifier le bâtiment tel qu'il avait été initialement approuvé ou de changer sa destination ; qu'il en va ainsi même dans le cas où les éléments de construction résultant de ces travaux ne prennent pas directement appui sur une partie de l'édifice réalisée sans autorisation* » (CE, 1 / 6 SSR, 16 mars 2015, M. et Mme de La Marque, n° 369553, au recueil Lebon) ;

VU la demande de pièces complémentaires du 13/08/2025 ;

VU la demande de déclaration préalable n°DP08311325A0048 déposée le 18/08/2025 pour la régularisation d'une verrière et d'un abri bois ;

CONSIDERANT que le projet porte sur la construction d'une piscine enterrée en remplacement d'une piscine hors sol dépourvue d'existence légale ;

CONSIDERANT qu'une demande de pièces complémentaires a été effectuée en date du 13/08/2025 ;

CONSIDERANT que les pièces fournies ne suffisent pas à justifier de l'existence légale de l'ensemble des constructions présentes sur le terrain (verrière et abri bois) ;

CONSIDERANT de fait, qu'en cas de constructions illégales ou irrégulières, la demande d'autorisation d'urbanisme aurait dû porter sur l'ensemble des constructions (à créer et à régulariser) ;

ARRÊTE

Article unique :

La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision d'**OPPOSITION** pour les motifs mentionnés ci-dessus. Vous ne pouvez donc pas entreprendre les travaux.

SAINT-JULIEN, le

18/09/2025

HUGOU Emmanuel,
Le Maire



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans le deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).